



RENDU EXECUTOIRE LE

18 OCT. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 03/10/2022

Reçu en préfecture le 03/10/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20221003-22_A_SE_0235-AR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0235

du **03 OCT. 2022**

*DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX*

Portant modification à compter du **01/09/2022** du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de l'**Allocation Personnalisée d'Autonomie**, et de la **Prestation de Compensation du Handicap**, pour les interventions réalisées par l'Association de Coordination du Soin et de l'Aide à Domicile (ACSAD) en mode prestataire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du 17 décembre 2021 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2022 ;


VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SSP-003 du 21 mars 2022 portant autorisation au Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile géré par l'Association de Coordination du Soin et de l'Aide à Domicile (ACSAD) ;

VU les propositions budgétaires du Service transmises le 21 janvier 2022 lors de la demande d'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile géré par l'ACSAD ;

CONSIDERANT que l'activité du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile géré par l'ACSAD a démarré en août 2022, l'article 2 dans l'arrêté de tarification n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0191 pour l'année 2022 est modifié ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

Envoyé en préfecture le 03/10/2022
Reçu en préfecture le 03/10/2022
Affiché le 
ID : 086-228600011-20221003-22_A_SE_0235-AR

ARTICLE 1 : Le tarif horaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ainsi que de la Prestation de Compensation du Handicap, applicable aux bénéficiaires du service d'aide à la personne de l'Association de Coordination du Soins et de l'Aide à Domicile est fixé comme suit :

Du 1^{er} mars au 31 décembre 2022 :

22,50 € par heure pour des interventions de la semaine, les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 2 : Au titre de l'avenant 43, la dotation pour l'année 2022 est calculée selon les activités prévisionnelles sur 4 mois pour l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, soit 14 112 € pour 3 200 heures (activité prévisionnelles sur 4 mois), soit à titre indicatif un coût horaire de 4,41 €.

Cette dotation est versée mensuellement à hauteur de 80 % à partir du 1^{er} septembre 2022, soit 2 822 €.

Le solde sera versé en février 2023 sur la base des surcoûts 2022 réellement remontés par l'ACSAD au Département au plus tard le 31 janvier 2023.

ARTICLE 3 : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

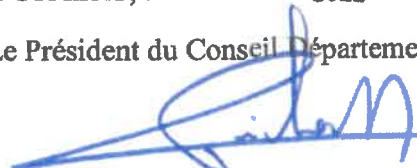
Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **03 OCT. 2022**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON